



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 7 – 4 mars 2021

En bref

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont annoncé être parvenus à une décision de suspension temporaire de quatre mois des droits compensateurs appliqués aux produits britanniques exportés sur le territoire américain dans le cadre de l'affaire Airbus-Boeing.

LE CHIFFRE À RETENIR

344 Mds£

Il s'agit du coût total des mesures de soutien à l'économie depuis mars 2020

Fait marquant : Les premiers jalons de la relance et du redressement des finances publiques posés dans le budget du 3 mars

Mercredi 3 mars, le Chancelier de l'Echiquier britannique, Rishi Sunak, a présenté devant le Parlement le projet de budget pour l'exercice budgétaire 2021-2022, avec trois axes : *protéger, relancer, réparer*. Le Chancelier a notamment prévu une enveloppe de 65 milliards de livres pour prolonger les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises jusqu'à septembre, notamment les dispositifs de chômage partiel, les exonérations fiscales pour les entreprises du secteur de l'hospitalité et l'octroi de nouvelles subventions aux commerces.

Préparant l'après-pandémie, le budget place la priorité sur le soutien à l'investissement, avec des dispositifs de soutien à la revitalisation territoriale et, dans une moindre mesure, au verdissement de l'économie.

Le Chancelier a notamment surpris en mettant en place un dispositif d'allègement fiscal de 25 Mds£ permettant aux entreprises de sur-amortir leurs

investissements en équipements et machine de 130 % sur les deux prochaines années. Par ailleurs, la localisation de huit ports francs en Angleterre a été dévoilée, ces sites bénéficieront de moyens et de facilités supplémentaires en termes d'aménagement, de financement d'infrastructures, de procédures douanières et des taxes réduites (notamment pour encourager la construction, l'investissement et l'emploi).

Le budget a été jugé globalement en retrait sur le front « vert ». Parmi les principales annonces, on peut toutefois retenir la création d'une banque publique de financement des infrastructures, dont le siège sera à Leeds. Elle sera dotée de 12 Md£ de capital initial, d'une capacité de 10 Md£ de garantie et aura comme objectif de débloquer 40 Md£ d'investissements publics et privés dans le domaine des infrastructures. Rishi Sunak a également souligné que le RU émettrait un bon vert souverain (*green gilt*) fin 2021 « pour au moins 15 Md£ », qu'un objectif environnemental serait intégré au mandat de la Banque d'Angleterre et qu'un nouveau produit d'épargne réglementé destiné au financement de projets verts serait lancé cet été. Le Chancelier a également annoncé le lancement d'un groupe de travail pour faire du RU et de la City de Londres l'une des principales places mondiales dans le domaine du marché de compensation du carbone (*carbon offsets*).

Enfin, promettant un discours de vérité, le Chancelier a engagé une première étape de resserrement budgétaire. Il a ainsi annoncé la hausse de l'impôt sur les sociétés de 19 % à 25 % en 2023, le gel partiel du barème de l'impôt sur le revenu et une baisse des dépenses de 4 Md£ par an. Si le Budget a été relativement bien accueilli et permet de soutenir l'activité à court-terme, la réussite de la trajectoire des finances publiques (retour à un niveau de déficit sous 3 % en 2025-26) reste très contrainte.

Actualité macro-économique

Les perspectives économiques britanniques se sont améliorées depuis l'année dernière – Selon l'Office for Budget Responsibility, le PIB devrait

croître de 4 % en 2021 et 7,3 % en 2022, ce qui lui permettrait de retrouver son niveau de fin 2019 à la fin du premier semestre 2022, en avance de six mois sur les prévisions qui avaient été réalisées en novembre 2020. La croissance retrouverait un niveau plus modeste par la suite (1,6 % en 2023, 1,7 % en 2024, 1,6 % en 2025). Le pic du taux de chômage a été revu à la baisse grâce à l'amélioration de la trajectoire économique et

l'extension du dispositif de chômage partiel et devrait atteindre 6,5 % fin 2021 (contre un pic estimé à 7,5 % au T2 2021 lors des prévisions de novembre 2020). Le déficit budgétaire aurait atteint 16,9 % du PIB en 2020-21 et resterait à un niveau élevé cette année (10,3 % du PIB). La première étape de resserrement fiscal mise en place par le Chancelier permettrait cependant de retrouver un niveau de déficit sous 3 % et de stabiliser la dette nette du gouvernement autour de 100 % d'ici 2026.

Selon A. Haldane, des risques haussiers pesaient sur la trajectoire de l'inflation – Lors d'une intervention intitulée « Tiger by the tail », le chef économiste de la Banque d'Angleterre a comparé l'inflation à un tigre agité par une politique monétaire très accommodante, qui pourrait être plus difficile à contrôler qu'anticipé par les banques centrales. La concordance d'un fort niveau d'épargne accumulée, d'une réouverture de l'économie très attendue par les ménages et d'une capacité d'offre contrainte par une année de restrictions pourrait, selon Haldane, faire pression à la hausse sur l'inflation. La baisse de la population active serait également un facteur de risque. L'inflation s'est établie à 0,7 % en janvier, et n'atteindrait sa cible de 2 % qu'en 2022 selon les prévisions de février de la Banque d'Angleterre. Une hausse est déjà anticipée en avril en raison de facteurs conjoncturels (hausse des prix du pétrole en glissement annuel).

Le montant maximal d'aide publique au profit d'une entreprise a été relevé dans le contexte de la crise sanitaire – Lors de la période de transition en 2020, le gouvernement britannique avait adhéré au dispositif européen d'encadrement temporaire des aides d'Etat. En raison du plafond fixé par ce cadre, plusieurs entreprises de taille intermédiaire n'ont pu pleinement bénéficier des aides financières mises à disposition par le gouvernement. A la suite de plusieurs plaintes formulées par des entreprises ayant déjà consommé l'intégralité du montant d'aide

autorisé, le gouvernement a annoncé rehausser ce plafond à 10,9 M£. Cette hausse permettra selon le gouvernement d'intensifier le soutien à près de 600 grandes entreprises qui emploient près de 230 000 personnes au Royaume-Uni.

Actualité commerciale

Londres et Accra sont parvenus à un accord de libre-échange de continuité, qui reprend les termes de l'accord de partenariat économique entre l'UE et le Ghana – Annoncé fin décembre 2020, l'accord signé entre le Royaume-Uni et le Ghana était l'un des derniers accords de continuité auquel le ministère britannique du Commercial international (DIT) devait parvenir afin de conserver le tissu d'accord commerciaux dont Londres bénéficiait au titre de son appartenance à l'UE. Pour mémoire, la commerce bilatéral entre le Ghana et le Royaume-Uni avait atteint en 2019 près de 1,2 Md£. Les principaux postes à l'exportation côté britannique concernent les tissus, textiles ainsi que les machines, les équipements électroniques, les produits chimiques, et pour les exportations ghanéennes, les combustibles minéraux, le pétrole et le cacao. Le DIT n'a pas, pour l'heure, indiqué si cet accord de continuité s'appliquerait de manière provisoire, ou seulement après que les deux parties aient procédé à sa ratification.

La Commission du commerce et de l'agriculture a publié un rapport détaillant seize recommandations dans lequel elle appelle le gouvernement à trouver un équilibre entre le libre-échange commercial et la protection des normes – Dans son rapport, cet organisme créé à l'été 2020, appelle à la définition d'une stratégie commerciale cohérente et explicite, englobant à la fois les accords de libre-échange (ALE) et la politique commerciale générale, d'une approche des importations axée sur les normes de

production élevées du Royaume-Uni et d'un Conseil des exportations de produits alimentaires et de boissons pour favoriser une approche collaborative et ciblée des marchés étrangers en expansion.

Le gouvernement britannique a annoncé avoir l'intention de reporter l'application des contrôles entre NI et GB au-delà de la période de grâce convenue entre le RU et l'UE – Jeudi 4 mars, le gouvernement britannique a annoncé avoir l'intention de reporter l'application des contrôles entre NI et GB au-delà de la période de grâce convenue entre le RU et l'UE. Dans un communiqué de presse, le représentant de l'UE Maroš Šefčovič a estimé que l'action unilatérale du Royaume-Uni constituait « une violation » des dispositions du protocole et de l'obligation de bonne foi prévue par l'accord de retrait. Les membres du parti unioniste DUP, au pouvoir à Belfast, ainsi que quelques *Brexiters* conservateurs, ont réagi positivement à l'annonce du gouvernement. Les fédérations professionnelles d'Irlande du Nord, notamment le *Northern Ireland Retail Consortium*, ont publiquement salué l'annonce du gouvernement, alors qu'elles avaient clairement indiqué ne pas être prêtes pour la fin de la période de grâce.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La Hill Review formule 15 recommandations visant à renforcer l'attractivité du régime de cotation britannique – La [Review](#) s'inscrit dans un contexte où Londres n'a représenté que 5% des introductions en bourse (IPO) dans le monde depuis 2015, tandis que le nombre de sociétés cotées au Royaume-Uni a diminué d'environ 40% depuis 2008. Le rapport vise notamment à renforcer les IPO du secteur des entreprises

technologiques et préconise notamment de réduire les exigences en matière de flottant côté (de 25% à 15%), de libéraliser le régime des sociétés d'acquisition à vocation spécifique (SPAC), et de créer une structure d'actions à double catégorie. Le HMT et le LSEG se sont dit très favorables à ces propositions, et la FCA a annoncé qu'elle examinerait attentivement et rapidement ces propositions - un document de consultation pourrait être publié d'ici l'été 2021 avec pour objectif une mise en œuvre d'ici la fin de l'année. Certains des plus grands gestionnaires de fonds de la City sont toutefois très réticents à ces changements, estimant notamment que les SPAC risqueraient de "diluer" la protection des investisseurs.

Le Royaume-Uni relève la limite des paiements sans contact effectués avec des cartes de débit ou de crédit de 45 à 100£ – Le changement est entré en vigueur au 3 mars 2021 et devra être mis en œuvre d'ici la fin de l'année au plus tard, afin de laisser le temps aux acteurs d'adapter leurs infrastructures. Il intervient alors que la crise pandémique accélère le recours aux paiements électroniques: la proportion de paiements par carte de débit utilisant le sans contact est passée de quatre sur dix en 2019 à six sur dix en septembre 2020. Par ailleurs, le Brexit permet au Royaume-Uni de supprimer le plafond de 45 £ sur les paiements sans contact appliqué dans l'UE.

UK Finance publie ses [propositions](#) pour une nouvelle société de services de soutien aux entreprises et infrastructures d'Open Banking britanniques – Cette nouvelle entité viendrait remplacer l'*Open Banking Implementation Entity* (OBIE). Le rapport publié cette semaine comporte des propositions détaillées concernant le mode de fonctionnement de cette nouvelle société, qui proposerait des services améliorés par rapport à l'OBIE. Elle offrira 30 types de services différents afin de répondre aux besoins de l'écosystème de l'Open Banking et permettre aux consommateurs et aux petites et aux grandes sociétés du Royaume-Uni de

bénéficier d'un marché des données et des paiements ouvert, efficace, et fiable. Elle fournirait également un soutien et des réponses aux institutions financières britanniques dans le cadre de leurs obligations réglementaires telles que CMA et PSD2.

La [Kalifa Review](#) propose cinq grands axes de réformes du secteur britannique des FinTechs afin de le redynamiser face au triple enjeu du Brexit, de la pandémie et de la concurrence internationale – Réalisée par l'ancien chef de Worldpay Ron Kalifa, la Review fait partie d'une série de rapports commandés par le gouvernement pour aider à renforcer la compétitivité et l'attractivité du Royaume-Uni dans les domaines de la finance et de la technologie (cf. brève sur le rapport Hill *supra*). Parmi les cinq grands axes de propositions, on retrouve: la création de nouveaux visas pour améliorer l'accès aux talents mondiaux dans le domaine des technologies de pointe; l'amélioration de l'accompagnement pour les fintechs en phase de croissance à travers la création d'une *scalebox* ; l'augmentation d'opportunités de financement à travers la création d'un *Fintech Growth Fund*; l'élargissement d'avantages fiscaux pour le secteur ; et le renforcement de la connectivité nationale. La Review propose également la création d'un Centre pour la finance, l'innovation et la technologie ("CFIT"), qui serait géré par le secteur privé et viendrait promouvoir les collaborations dans le secteur numérique, rassembler les capacités existantes, et offrir un soutien pratique aux acteurs du milieu.

2 Banques et Assurances

Le Trésor lance un nouveau système de garantie des prêts hypothécaires – Le Trésor garantira une partie des prêts sur les résidences principales d'une valeur maximale de 600 000£, encourageant les banques et les sociétés de

crédit immobilier à recommencer à proposer des prêts hypothécaires plus risqués et plus élevés. D'après le chancelier Rishi Sunak, cette démarche permettra de lever "un obstacle important à l'accès au logement". Lloyds Banking Group, NatWest, Santander, HSBC, Barclays ont déjà annoncé leur participation au programme et offriront à compter d'avril 2021 des prêts portant jusqu'à 95 % de la valeur d'une propriété. Pour rappel, la pandémie avait conduit les banques à retirer ces produits du marché; seul Barclays qui proposait encore des prêts de ce type début février 2021. Ce programme sera accessible aux acheteurs d'un premier logement comme à des propriétaires actuels.

Les banques britanniques font face à une surabondance d'épargne – Les quatre grandes banques britanniques - HSBC, Barclays, Lloyds et NatWest - ont accumulé plus de 200 Mds£ de nouveaux dépôts en 2020, tandis que la croissance nette de leurs prêts n'a été que de 53,4 Mds£. Cette surabondance d'épargne n'affecte pas nécessairement leurs activités de prêt dans un environnement de taux bas ainsi que dans le contexte de baisse de la demande pour des produits bancaires tels que les prêts à la consommation. D'après Reuters, c'est ce qui explique l'importance accordée à la gestion de patrimoine dans les stratégies des banques dévoilées le mois dernier : les banques cherchent à développer leurs revenus issus des commissions pour compenser les faibles marges sur l'activité de prêt. Par ailleurs, une forte augmentation de la consommation est anticipée parallèlement à l'assouplissement des mesures de confinement dans les mois à venir, ce qui viendrait réduire les montants d'épargne actuelle.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Londres
Rédacteurs : Emma Cervantes, Jeanne Louffar, Pierre Serra,
revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr